

Histoire économique

Il y a trente ans, les pays producteurs de pétrole faisaient flamber les prix de l'or noir. Pourtant, les vraies causes de la crise mondiale étaient ailleurs.

1973: Sous le choc pétrolier, couvait la crise

JACQUES MARSEILLE

Jeffrey Sachs

Le 6 octobre 1973, alors qu'Israël fête le jour du Grand Pardon, les armées égyptienne et syrienne déclenchent une offensive générale qui bouscule les premières lignes de défense israéliennes. Le mercredi 17, les ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) annoncent qu'ils réduiront chaque mois leur production de 5 %, « jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien aient été restaurés ». Le 23 décembre 1973, réunie à Téhéran, l'OPAEP décide de doubler le prix du pétrole brut qui s'affiche à 11,6 dollars le baril. Au début de l'année 1974, le prix du baril a été multiplié par quatre, par rapport à ce qu'il était un an auparavant. Cette « explosion » achève le système financier international déjà lézardé par la décision de Richard Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971. Dans le même temps, le « krach » pétrolier paraît casser brutalement la croissance des « Trente Glorieuses » et annoncer la dépression-stagnation des « Trente Piteuses ». Mais cet événement majeur, au même titre que le krach boursier d'octobre 1929, a-t-il vraiment été à l'origine de la rupture de la croissance ? Trente ans après, on peut encore se le demander.

Chronologiquement parlant, l'affaire semble entendue. En 1974, avec une remarquable simultanéité et une force exceptionnelle, la croissance est brisée dans tous les pays industrialisés. Un retournement historique, dans la mesure où, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la production industrielle baisse. La crise se manifeste aussi, comme les crises antérieures, par une multiplication des faillites, une chute spectaculaire des profits et, surtout, une montée du chômage qui amorce alors une redoutable croissance.

En revanche, les prix, qui baissaient lors des crises antérieures, augmentent et passent d'un taux moyen de 3 à 4 % l'an avant 1973, à plus de 10 % après cette date. Cette accélération de l'inflation est si insolite que les économistes inventent un mot pour en rendre compte : la stagflation, combinaison entre la *stagnation* et l'*inflation*. Mais, surtout, les taux de croissance du PIB qui avoisinaient les 5 % par an depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, sont depuis lors divisés par deux dans

les « vieux » pays industriels.

Aussitôt, tous ceux qui avaient cru trouver la recette d'une croissance régulière et garantie se déchargèrent de toute responsabilité, en invoquant l'imprévisible « coup d'Etat pétrolier ». Déresponsabilisation aggravée par le deuxième choc pétrolier, conséquence de la révolution iranienne de 1979, qui accentua le ralentissement de la croissance. « C'est la faute au pétrole ! » devint alors l'explication dominante. Certes, le quadruplement du prix de l'or noir a eu des effets perturbateurs. En déséquilibrant les balances commerciales des pays industriels fortement importateurs, il les a contraints à résorber ce déficit, en important moins - c'est-à-dire en acceptant le ralentissement de l'activité économique - et en exportant plus - c'est-à-dire en tentant de diminuer la consommation intérieure pour consacrer une plus large part de la production nationale à l'exportation. En France, la part de la production industrielle exportée, qui était de 15 % en 1963 et de 26 % en 1974, s'élève à 32 % en 1979. Cette montée en puissance de ce qu'on appelle désormais la « contrainte extérieure » exacerbe les antagonismes et distingue les pays « forts » des pays « faibles » dans la lutte engagée pour sortir de la « crise ».

Cette obsession de la « contrainte externe » n'est pas pour rien dans l'alourdissement du climat « dépressif ». Telle semble être en fin de compte la conséquence essentielle du « krach » pétrolier : l'idée que, dans un monde qui doit être « compétitif », « on ne peut pas faire autrement » que de respecter les bons points attribués par le professeur-marché. Toutefois, il semble difficile de tout expliquer par cet événement unique qu'a constitué la hausse du prix du pétrole. A cet égard, le triplement du prix du baril en 1980, son effondrement en 1986, puis sa forte reprise en 1998 n'ont plus affecté de manière sensible la courbe de la croissance. Force est alors de trouver d'autres explications aux grippages enregistrés, en fait, depuis le début des années 70. Publié en septembre 1979, un article de l'historien Jean Bouvier, témoignage « à chaud » sur le présent alors immédiat, observait qu'un nombre important de variables économiques, ou clignotants de la conjoncture, s'étaient mis au rouge entre 1970 et 1973. Les manifestations majeures en étaient l'accélération de la hausse des prix, l'endettement des entreprises industrielles, le ralentissement de l'investissement et la baisse de la rentabilité du capital. On le mesure simplement au partage de la valeur ajoutée qui, à partir de 1970, se fait au détriment croissant du capital.

Inévitable ralentissement

En 1979 toujours, une étude publiée par Patrick Artus et Pierre Morin dans la *Revue économique* allait dans le même sens. Simulant avec les modèles économétriques utilisés par la Comptabilité nationale quelle aurait été l'évolution de l'économie française si le pétrole n'avait pas augmenté, ils mettaient en exergue le fait que le taux de croissance du PIB serait passé de 7,7 % en 1973 à 2,6 % en 1977, et que le nombre de chômeurs aurait de toute façon progressé de 400 000 en 1973 à 971 000 en 1977. En 1973, l'économie était dans une zone de tensions si fortes qu'un ralentissement de la croissance semblait inévitable.

Surtout, et c'est la principale « leçon » de cette histoire, l'évolution de

l'économie mondiale depuis 1973 a sérieusement mis à mal ceux qui, à cette date, avaient cru pouvoir brandir l'arme du pétrole pour mettre en joue l'Occident. En trente ans, le niveau de vie de l'Arabie Saoudite, du Venezuela et du Nigeria, trois pays exportateurs d'or noir s'est considérablement dégradé, alors que celui des pays de l'Europe de l'Ouest a augmenté de 50 %. C'est que, en longue durée, la principale des richesses n'est pas l'or, qu'il soit jaune ou noir, mais l'utilisation de la matière grise.